

Assemblée des délégués de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse

Bellinzona 16 juin 2008

Intervention de Dick Marty

(Salutations)

Vous avez choisi de tenir vos assises dans un canton où les protestants constituent une petite minorité. Selon les données statistiques de l'an 2'000, on comptait au Tessin environ 233'000 personnes qui se déclaraient catholiques romaines, un peu moins de 18'000 se disaient protestantes avec une légère tendance à la baisse depuis quelques années. Les orthodoxes étaient plus de 7'000 avec une robuste croissance depuis quelque temps, comme d'ailleurs les musulmans qui avaient atteint le nombre de 5'700 environ. De plus en plus nombreux sont ceux qui ne se reconnaissent dans aucune église: en 2'000 ils étaient plus de 23'000. Dans le passé, lorsque je suis né et que j'ai grandi dans ce canton, le Tessin était presque exclusivement catholique.

L'histoire du Canton a été marquée par une longue et souvent rude confrontation entre conservateurs et libéraux, les premiers invoquant les valeurs chrétiennes catholiques, les libéraux - très souvent catholiques eux-mêmes - défendant l'Etat laïque. Plus récemment, cette confrontation s'est surtout concentrée sur la question du financement public des écoles privées, celles-ci étant surtout catholiques. Le peuple tessinois, il y a de cela sept ans, a rejeté avec plus de 70% des votants une proposition tendant à introduire un système de ticket scolaire, ce qui aurait grandement profité aux écoles privées. Un vote historique, surtout si on considère l'écrasante majorité de la population qui s'est prononcée en faveur de l'école publique et laïque. La confrontation risque cependant bien de reprendre: en invoquant les soi-disant vertus de la libre concurrence et de la loi du marché, les partisans de l'école privée semblent reprendre courage dans divers cantons suisses.

Le protestantisme a atteint le Tessin après avoir pris pied en Italie. Ce sont donc des prédicateurs italiens qui ont été les plus actifs au Tessin au XVIème siècle pour faire connaître la Réforme. Une communauté particulièrement vive s'était formée à Locarno. Trop vive aux yeux des cantons catholiques qui contrôlaient alors la région. Aux réformés de Locarno, devenus décidément trop encombrants, il fut enjoint de renier leur foi ou de quitter la ville. C'est ainsi qu'en 1555 tout un groupe de familles protestantes quitta Locarno pour

le nord des Alpes. C'est un événement important de l'histoire du Tessin; ce fut, en fait, une des parties les plus vivantes et actives de la société de Locarno qui abandonna la ville. Après le départ de sa communauté protestante, Locarno sombra dans une longue phase de léthargie et de décadence, une évolution aussi favorisée par la disparition de l'unique pont à Bellinzone qui permettait d'atteindre la région du Lac Majeur depuis le nord. En revanche les protestants locarnesi contribuèrent d'une façon importante à l'essor économique et culturel de Zurich. L'exile des protestants de Locarno continue aujourd'hui encore à susciter l'intérêt des historiens.

Une communauté protestante tessinoise vit le jour en 1870 dans le petit village de Novaggio dans le Malcantone et se développa aussi grâce au soutien de pasteurs venant des vallées valdesi dans les environs de Turin où le protestantisme était et est toujours particulièrement vivant et actif. L'église protestante de Novaggio existe toujours et des cultes y sont tenus régulièrement.

Premier et jusqu'à présent seul conseiller d'état tessinois qui se soit reconnu dans le protestantisme, vous m'avez demandé de parler de moi-même, de mon expérience dans la diaspora et de ce que m'a apporté l'éthique protestante dans mon action publique. Je ne vous cache pas que j'éprouve toujours une certaine réticence de parler de moi-même. En cette occasion d'autant plus, car je dois tout de suite commencer par un aveu assez embarrassant, surtout dans cette enceinte: je me reconnais dans le protestantisme, je suis néanmoins certainement un mauvais protestant aux yeux de l'Eglise. En d'autres paroles je crois aux valeurs de la Réforme beaucoup plus qu'à ses institutions.

Au cours de ma jeunesse, l'Ecole du dimanche, les longues conversations avec les pasteurs Fuhrmann et Bernoulli ainsi que de nombreuses lectures - parmi lesquelles bien évidemment Max Weber - ont certainement contribué à me former et à me donner d'importants points de repères pour le reste de ma vie. Un litige qui a longtemps divisé les protestants de l'Eglise de Lugano m'a également - mais cette fois négativement - marqué, même si alors je n'étais que juste un peu plus qu'un enfant.

Lorsque j'étais enfant, le facteur religieux était indiscutablement beaucoup plus important de ce qu'il est aujourd'hui. Le Canton était alors plus clairement catholique et l'Eglise avait certainement une plus grande influence sur la société et ses institutions. Les voisins savaient qu'on n'était pas catholiques, ce qui aujourd'hui n'intéresse plus guère. Le fait de quitter l'heure de religion à l'école, seul ou tout au plus avec un autre camarade, constituait pour un enfant une certaine épreuve, une espèce d'exclusion du groupe. Ce ne sont pas forcément des expériences très agréables; j'ai

néanmoins la conviction qu'elles m'ont aidé à renforcer ma personnalité, à affirmer mon sens d'indépendance, à développer la capacité de résister à la sournoise contrainte du conformisme et de ne pas craindre la solitude d'une bataille qui semblerait par avance perdue mais fondamentalement juste. Oui, je crois que vivre dans une diaspora est une épreuve, aussi et peut-être surtout pour un enfant; mais cela peut être aussi une chance, une excellente école de vie, l'acquisition d'une capacité accrue de se confronter avec la diversité et de pouvoir compter sur un plus grand sens critique aussi bien envers ce qui nous entoure qu'envers nous même.

Certes, les facteurs qui nous marquent et qui nous forment sont nombreux et fort complexes. Si je devais en citer d'autres, en plus de la famille dans laquelle j'ai pu grandir harmonieusement, je citerais certainement la quasi cécité qui m'a affecté jusqu'à l'âge de six ans: bien que je n'aie pas beaucoup de souvenir de cette période, je suis sûr que cette épreuve m'a enrichi et a marqué mon caractère. L'autre expérience à laquelle je dois beaucoup est indiscutablement le scoutisme: pour moi cela a été une véritable école de vie qui m'a notamment appris à assumer des responsabilités et comprendre qu'en chaque être humain on peut trouver des valeurs qui méritent d'être découvertes et appréciées.

J'ai mentionné Max Weber; la lecture de son *Ethique protestante* alors que j'étais adolescent m'avait impressionné. Cette dichotomie entre la *responsabilité de la conviction (Gesinnungsethik)*, d'une part, et l'éthique *de la responsabilité (Verantwortungsethik)*, d'autre part, ainsi que la tension qui existe entre ces deux principes et ces deux attitudes m'ont accompagné et, je crois, continuent à m'accompagner tout au long de mon activité. Il va de soi, que je pense que toute action politique, mais aussi toute action qui a des répercussions sur la société - comme l'activité économique ou la recherche scientifique - doit s'inspirer à des principes éthiques. Si le politique est plutôt orientée vers l'éthique de la responsabilité, les églises, elles, sont guidées plutôt par l'éthique de la conviction. En fait, je crois que ces deux visions et ces deux comportements ne sont pas antinomiques mais se nourrissent et s'enrichissent réciproquement à travers une tension pas toujours facile mais fondamentalement positive.

L'existence de prisons secrètes en Europe dénoncée au début du mois de novembre 2005 dans un article du Washington Post et par un rapport de Human Rights Watch a mis le Conseil de l'Europe en émoi. J'ai été ainsi chargé d'établir un rapport sur ces allégations qui, si elles devaient se révéler comme avérées, elles auraient constitué une grave violation du droit constitutionnel de tout pays démocratique ainsi que de la Convention européenne des droits de l'homme. Du jour au lendemain me voici donc

chargé de mener une enquête sans aucun pouvoir et avec des moyens ridiculement dérisoires. J'ai vite réalisé que j'étais face à une "*impossible mission*" et j'ai aussi eu très vite la conviction d'être tombé dans un piège dont je croyais entrevoir déjà l'aboutissement: à la fin on aurait dit que le rapporteur du Conseil de l'Europe, pourtant ancien magistrat et enquêteur expérimenté, n'a rien trouvé du tout, donc il ne s'est rien passé et les rumeurs qu'on a fait circuler ne constituent qu'une malveillante campagne d'intoxication. Cette sensation d'avoir peut-être été manipulé ainsi que le sentiment d'impuissance face auquel je me suis trouvé m'ont révolté et m'ont donné une énergie extraordinaire pour essayer de découvrir la vérité. Je vous fais grâce de tous les détails de ces dix-huit mois de recherches. Avec l'aide d'un jeune assistant écossais de même pas trente ans, nous avons pu présenter toute une série de faits précis qui ont finalement contraint le président des Etats-Unis en personne à reconnaître l'existence de prisons secrètes.

Au nom de la lutte contre le terrorisme on n'a pas hésité à recourir à des moyens totalement illégaux, à des arrestations arbitraires pendant des années sans aucune accusation précise, à la torture systématique et à des limitations graves de la liberté individuelle et de la dignité de l'homme.

L'administration américaine qui a mis en place cette politique contre le terrorisme a fait, à mon avis, un choix tragiquement faux, mais elle a eu au moins le courage de l'assumer et de tenter de le justifier.

Ce qui m'a vraiment choqué et profondément troublé est surtout l'attitude de l'Europe, des ses gouvernements et de la grande majorité de ses élites politiques: on a fait semblant de ne rien savoir et, surtout, on a tout fait pour ne pas savoir. Où la justice est intervenue, le gouvernement a tout entrepris pour empêcher qu'on découvre la vérité. C'est le cas à Milan, par exemple, où les gouvernements italiens successifs, aussi bien de droite que de gauche, ont invoqué le *secret d'Etat* pour essayer de saboter le procès en cours contre des agents américains et italiens qui ont enlevé et fait torturer un réfugié égyptien, imam à la Mosquée de Milan.

Des centaines de personnes sont détenues illégalement depuis des années à Guantanamo, en Irak, en Afghanistan et ailleurs sans avoir jamais subi un procès et sans pouvoir se défendre. Toujours au nom du *secret d'Etat* ou des *intérêts supérieur de l'Etat*, les personnes qui ont été enlevées, emprisonnées, maltraitées et puis libérées, souvent à la suite d'erreurs manifestes sur la personne, se voient refusées l'accès à la justice pour demander un dédommagement. Ces personnes - j'en ai rencontré quelques unes - n'ont même pas eu la modeste satisfaction de recevoir un mot d'excuse.

Cette guerre contre le terrorisme n'est pas seulement illégale et immorale; elle est aussi inefficace; pire: elle ne fait qu'alimenter le terrorisme. En ayant

recours à de tels moyens pour le combattre, on ne fait en réalité que transformer des criminels en victimes; on leur donne une légitimité, celle de combattre un état qui se comporte d'une façon illégale. En plus, on crée un mouvement de sympathie à leur égard, ce qui ne fait que les renforcer dans leur détermination ainsi qu'alimenter le prosélytisme.

Ces dérives dans la lutte contre le terrorisme ont des conséquences extrêmement graves pour l'ensemble de la protection des droits et de la dignité de l'homme. D'une façon sournoise et en invoquant l'intérêt de la majorité on tente de justifier une relativisation de l'interdiction absolue de la torture. Les Etats-Unis et l'Europe ont assumé depuis des décennies le rôle d'exemple et de sentinelles en matière de protection des droits de l'homme. Ce qui s'est passé ces dernières années prive le monde occidental de toute crédibilité en ce domaine et compromet ainsi gravement la situation des droits de l'homme partout dans le monde. Avec quelle autorité peut-on maintenant dénoncer les violations des droits fondamentaux en Tchétchénie, en Chine ou au Congo?

On ne peut qu'éprouver un sentiment de profonde amertume face à ce qu'il faut bien appeler une navrante hypocrisie: les mêmes dirigeants qui tiennent de beaux discours sur l'importance des droits de l'homme se font, en même temps, complices d'actions qui bafouent gravement ces droits fondamentaux ou, dans la meilleure des hypothèses, se gardent bien de dénoncer ces violations et s'abstiennent de rechercher la vérité sur ce qui s'est vraiment passé sur leur territoire.

Si les rapports de force, aussi bien politiques qu'économiques, au niveau international peuvent fournir une explication - certes pas une excuse - sur l'attitude des gouvernements, comment interpréter la relative indifférence de l'opinion publique? Je crains que l'explication soit aussi simple qu'inquiétante: toutes les personnes qui ont été victimes de ces abus au nom de cette *guerre contre le terrorisme* sont des musulmans. Le fait qu'on les considère différents de nous semble devoir nous rassurer. Mais comment ne pas penser que demain ces mêmes méthodes pourront être adoptées contre nous mêmes ou contre nos enfants? Comment ne pas voir que cela est en train de creuser un clivage toujours plus profond entre les chrétiens et l'islam? Comment ne pas se rendre compte que cela amène fatalement à une dévaluation générale des valeurs humaines?

Aux Etats-Unis la séparation entre Etat et religion est, d'un point de vue formel, bien plus poussée qu'en Europe. Pourtant l'élément religieux est très présent dans la vie politique américaine. Celle-ci est en effet fortement conditionnée par de puissantes lobbies religieuses. Le président actuel ne fait d'ailleurs pas mystère de sa foi et ne manque jamais d'invoquer l'aide de

Dieu, allant jusqu'au point de se croire lui-même un instrument de la volonté divine . Comment expliquer l'incongruité manifeste entre les valeurs évangéliques qu'il ne cesse d'invoquer et ses actions politiques?

En fait, la dimension éthique nous interpelle tout au long de nos choix et de nos décisions. A cause des conséquences que cela peut entraîner pour l'ensemble de la société, la relation entre éthique et politique assume une importance toute particulière. Cette relation me paraît être devenue plus difficile au cours de ces dernières années. La politique est de plus en plus otage d'intérêts économiques immédiats et de l'exigence toujours plus pressante d'obtenir des résultats électoraux meilleurs. Si on devait décider d'un point de vue exclusivement éthique, comment devrions nous résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui ? Quelques exemples:

- le secret bancaire est-il encore défendable, est-il juste de protéger l'évasion fiscale aux dépens de pays démocratiques?
- pourquoi la Suisse ne respecte pas sa promesse de consacrer le 0,7% de sa richesse à l'aide au développement ?
- pourquoi notre pays ne s'est pas engagé en première ligne pour l'interdiction des armes à sous-munitions - que nous fabriquons aussi chez nous - qui tuent et estropient chaque jour des enfants un peu partout dans le monde?
- comment justifier et accepter que des personnes gagnent en quelques mois ce que la plupart ne gagnera jamais au cours de toute leur vie?
- est il juste d'expulser contre l'avis du gouvernement et de la majorité de la population tessinoise toute une famille ukrainienne avec des petits enfants qui est arrivée chez nous à travers le Monte Lema en hiver au risque de la vie pour chercher un peu de bonheur chez nous?
- ou encore, est-il opportun que le Président de la Confédération se rende à la cérémonie d'ouverture des JO à Pékin? ou qu'il justifie le silence de notre pays en disant que finalement *la Suisse n'est pas le Vatican des droits de l'homme?*

Et on pourrait continuer encore longtemps. A chaque réponse qu'on donnera à ces questions sur la base de considérations purement éthiques, on opposera des considérations économiques qu'on tentera de présenter aussi sous un jour éthique, en faisant valoir notamment la nécessité d'assurer le bien-être du pays et de ses habitants. D'aucuns prétendront qu'on est là justement au point de fracture entre la *Gesinnungsethik* et la *Verantwortungsethik*. Quant à moi, je me suis fait aussi une certaine idée de la Suisse: un pays attaché à la justice, profondément respectueux de la dignité humaine, solidaire et responsable envers les plus déshérités et les générations futures. Un rêve? J.J. Rousseau disait qu'*un rêve est la moitié d'une réalité*.

Le sujet pourrait nous porter très loin, certainement trop loin au vu de votre programme d'aujourd'hui. Les Eglises n'ont certes pas le monopole de la morale et des valeurs éthiques. Même les non croyants ne peuvent cependant ignorer le rôle historique joué par l'institution religieuse dans l'édification de codes moraux. Si les Eglises semblent avoir aujourd'hui moins d'influence, du moins dans les pays occidentaux, elles continuent néanmoins à alimenter cette indispensable tension éthique qui doit parcourir toute société et contribuent ainsi, avec d'autres acteurs sociaux, à assumer une fonction de sentinelle et de donneur d'alerte pour préserver et développer cet inestimable patrimoine de valeurs qui fait de nous des êtres humains.